



Bagnolet, le 17 octobre 2024

# CSAM budgétaire du 17 octobre 2024

Catherine Vautrin, ministre du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation

Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des Risques

Valérie Létard, ministre du logement et de la Rénovation urbaine

Ce 17 octobre 2023, et avant les arbitrages définitifs, les éléments du budget 2025 étaient présentés au CSA ministériel.

👉 Cette année, comme en 2024, l'Administration a communiqué en amont de cette instance un dossier de présentation du budget 2025 sur les trajectoires d'effectifs.

✓ Voir le [dossier de présentation du PLF 2025](#)

0

C'est le **gel des effectifs en 2025**, le plafond d'emploi restant stable ! Alors qu'en 2024, notre pôle ministériel voyait enfin son schéma d'emploi augmenté de 760 ETP !

La ministre Catherine Vautrin, après avoir salué la communauté de travail pour son investissement et son implication, rappelle que l'effort en faveur de la dette publique doit être partagé par tous les ministères !

**La FSU Ecologie, si elle reconnaît que ce schéma d'emploi stable est un moindre mal, ne peut pas s'en satisfaire. L'effort ne doit pas peser sur les agentes et les agents du service public.**

**Ce budget n'est rien d'autre qu'un budget de gestion courante. Il ne contient aucune mesure catégorielle, à part celles déjà fléchées.**

Les ministres ont présenté chacune, en ce qui la concerne, les principaux éléments budgétaires de leur périmètre. Mieux qu'une longue présentation, la FSU vous invite à consulter le dossier de présentation.

A nos remarques sur **l'absence de mesures catégorielles significatives**, Catherine Vautrin considère qu'un effort financier considérable est fait en faveur de la protection sociale de santé et de prévoyance et qu'il améliorera grandement le pouvoir d'achat des agentes et des agents.

Pour les trois ministres, le budget est issu de l'austérité et notre pôle ministériel est plutôt privilégié. Les arbitrages ne sont pas complètement achevés mais les ministres se déclarent volontaires pour défendre ce budget et s'impliqueront personnellement.

✓ [Télécharger le dossier de présentation](#)

Ce qu'il faut retenir et les priorités de nos ministres

- ✓ L'accidentologie en DIR : sécurité et prévention
- ✓ Le partenariat avec les territoires est une nouvelle méthode de travail basée sur l'écoute, le dialogue, la contractualisation et le suivi. C'est un contrat de responsabilité entre l'Etat et les collectivités et les préfets.
- ✓ Le Fonds vert : il est pérennisé ; Aux transports longs quotidiens notamment express régionaux métropolitains et mises en place d'alternatives.
- ✓ Entretien et régénération des routes

- ✓ Relance du Fret ferroviaire
- ✓ Planification écologique : consultation du 3<sup>ème</sup> plan
- ✓ Biodiversité avec 10% de protection forte supplémentaire
- ✓ Stratégie nationale de la Biodiversité avec 150 millions d'euros
- ✓ Eau : mise en place d'une conférence nationale, sécurisation des captage, plan eau Mayotte...
- ✓ Quasi-statut environnement et quasi-statut des agences de l'eau est un travail qui sera mené avec détermination.
- ✓ L'hébergement d'urgence doit se poursuivre
- ✓ Le parc social est une priorité notamment en termes de rénovation énergétique
- ✓ Accession à propriété avec un élargissement du prêt à taux zéro
- ✓ France Renov' poursuivra ses missions de conseils et d'accompagnement

### Et les contrôles des dépenses dans tout ça ?

#### Dans sa déclaration, la FSU est revenue sur :

-  L'urgence écologique et sociale et les inégalités persistantes auxquelles s'ajoute le déni démocratique qui fragilise notre société.
-  Le démantèlement du grand ministère créé en 2007 qui ne parviendra plus à appliquer des politiques cohérentes pour répondre aux enjeux de l'urgence climatique et de l'effondrement de la biodiversité.
-  Son inquiétude pour la biodiversité qui disparaît des portefeuilles ministériels, soit une extinction encore plus rapide que dans la réalité.

La FSU Ecologie a également rappelé son inquiétude face au gel du schéma d'emploi ; notre pôle ministériel est celui qui a le plus participé à l'effort de la dette publique avec 20% d'effectifs en moins en un peu plus de 15 ans et des baisses de budgets sans précédent.

Elle a aussi indiqué sa volonté de poursuivre les travaux de l'agenda social notamment en matière de catégoriels : revalorisation des quasi-statuts environnement et agences de l'eau, passage de CAT C en CAT B et de CAT B en CAT A, revalorisation des petits corps...

Elle a souligné les difficultés financières de fonctionnement rencontrées par les opérateurs.

**La FSU a fait part de son inquiétude face aux reculs sociaux annoncés par le gouvernement Barnier notamment l'abandon de la GIPA.**

Vos personnels sont inquiets, Mesdames les ministres, et les annonces gouvernementales en matière de recul social leur font craindre le pire.

Même si le spectre de la dette et du déficit public semble insurmontable au gouvernement, il ne doit pas peser sur l'ensemble des agentes et des agents du service public.

**Le budget 2025 doit augmenter les recettes et les dépenses publiques sur la base d'une plus grande justice et efficacité fiscale, d'une autre redistribution des richesses, afin de répondre aux besoins sociaux, aux enjeux écologiques et de réduire les inégalités qui minent la société et son avenir. Il doit avant tout permettre de faire fonctionner la société, notre pays dans toutes ses dimensions.**

✓ [Voir notre déclaration FSU](#)

FSU Ecologie / Sne-FSU  
22 rue Malmaison - 93170 Bagnole  
Permanence : 01 40 81 22 28/01 40 81 22 37